



# VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

## Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne  
Semaine du 6 octobre 2025

### Faits saillants

- **Le Conseil fédéral réhausse la durée maximale d'indemnisation de chômage partiel à 24 mois**
- **Droits de douane US : le secteur aurifère pourrait constituer un levier de négociation avec l'administration américaine**
- **Sans exemption aux restrictions d'imports de l'UE, le secteur sidérurgique suisse craint de disparaître**

### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 09/10	Var. vs 02/10
EUR/CHF	0,9314	- 0,5 %
USD/CHF	0,8023	+ 0,8 %
SMI	12 609	+ 1,5 %
Taux 10a	0,250 %	- 0 pb

### Macroéconomie

**Chômage partiel** : Le Conseil fédéral a officiellement prolongé la durée maximale des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) de 18 à 24 mois, afin de soutenir les entreprises suisses confrontées à un contexte économique difficile. Cette décision s'appuie sur une modification de la loi sur l'assurance-chômage adoptée par le Parlement fin septembre, qui accorde au gouvernement la compétence d'allonger cette durée jusque fin 2028. A ce stade, l'extension du Conseil fédéral de la durée de la RHT court jusqu'au 31 juillet 2026, permettant aux entreprises dont les travailleurs sont touchés par le chômage partiel d'obtenir une indemnisation couvrant une partie des frais de salaire pour six mois supplémentaires, sous réserve de remplir les conditions habituelles.

**Or** : Alors que le cours de l'or poursuit sa flambée et vient de franchir le seuil symbolique des 4 000 USD l'once – soit le double d'il y a deux ans –, la question de son rôle dans les relations commerciales entre la Suisse et les États-Unis prend une dimension stratégique. S'il est à ce stade exempté des surtaxes douanières américaines de 39 %, l'or pourrait constituer un levier pour Berne afin de négocier une réduction de ces droits de douane. Dans ce contexte, et alors qu'une baisse des exportations d'or suisse vers les États-Unis figure parmi les pistes de discussion avec l'administration Trump pour réduire le déficit commercial américain, le secteur aurifère helvétique échange depuis plusieurs mois avec le Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Parmi les solutions envisagées figure la construction d'une raffinerie d'or suisse aux États-Unis, afin d'éviter les coûts et taxes liés au transit via la Suisse. Le secteur, représenté notamment par MKS Pamp et d'autres raffineurs suisses, mène activement ces discussions. Déjà solidement implanté outre-Atlantique, MKS se dit prêt à renforcer encore sa présence.

**Marché du travail** : En septembre, le taux de chômage au sens du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) s'est maintenu à 2,8 %. Les offices régionaux de placement (ORP) comptabilisaient 133 233 chômeurs inscrits à la fin du mois dernier, soit une hausse de +0,9 % sur un mois. Sur un an, le nombre d'inscrits a plus nettement progressé, de +17,7 %. Mois après mois, le marché du travail semble donc relativement résister aux difficultés conjoncturelles (droits de douane, ralentissement chinois, force

du franc) qui pénalisent les entreprises exportatrices. Les disparités régionales et sectorielles demeurent néanmoins marquées : le Jura affiche le taux le plus élevé du pays à 5 %, suivi de Genève (4,9 %) et Neuchâtel (4,6 %) tandis que la Suisse alémanique reste bien en dessous, à 2,4 %. Les secteurs des machines, des métaux et de l'horlogerie, très implantés dans l'Arc jurassien, subissent particulièrement la pression du commerce international.

**Imposition sur les successions** : L'initiative populaire « pour l'avenir » (plus précisément « pour une politique climatique sociale financée équitablement par l'impôt ») défendue par la Jeunesse Socialiste (JS) sera soumise au vote le 30 novembre. Elle propose d'instaurer un impôt de 50 % sur les successions et donations dépassant 50 M CHF. Les fonds récoltés seraient alloués à la transition écologique, avec deux tiers destinés à la Confédération et un tiers aux cantons. La JS justifie cette mesure en soulignant que les dix familles les plus riches de Suisse génèrent autant d'émissions que 90 % de la population, estimant donc qu'elles doivent contribuer davantage à la lutte contre la crise climatique. Le Conseil fédéral, le Parlement, les partis bourgeois et les associations économiques rejettent l'initiative. Le PS et les Verts la soutiennent.

**Assurance-chômage** : Selon deux sondages publiés par le Secrétariat d'Etat à l'Economie (Seco), 80 % des demandeurs d'emploi se disent satisfaits du soutien et des conseils fournis par les offices régionaux de placement (ORP), ainsi que de la ponctualité des caisses de chômage concernant le versement des indemnités. Les offres numériques, notamment la plateforme Job-Room, sont en outre largement utilisées et jugées conviviales par 90 % des utilisateurs. Les employeurs partagent aussi une appréciation globalement positive. Les mesures du marché du travail (formations, coaching) sont quant à elles perçues comme utiles, même si les programmes d'occupation convainquent moins. Le Seco entend exploiter ces résultats pour renforcer la qualité des prestations dans le cadre de la stratégie du service public de l'emploi (SPE) 2030.

## Secteur financier

**UBS** : Dans le cadre de la faillite fin septembre du fournisseur automobile américain First Brands, endetté d'au moins 10 Mds USD, le groupe UBS, qui est exposé à hauteur de plus de 500 M USD, a déclaré examiner l'impact de cette faillite sur plusieurs de ses fonds d'investissement. Pour UBS, divers fonds de gestion d'actifs ont été investis dans First Brands. Ainsi, le fonds « Hedge Fund Solutions » d'UBS est répertorié comme le plus grand créancier non garanti de First Brands, auquel s'ajoute « 1977 O'Connor ». Ces deux fonds étaient investis dans le financement de la chaîne d'approvisionnement. Cette faillite met en lumière les risques croissants liés au marché du crédit privé, dans la mesure où les financements octroyés par des acteurs non bancaires – souvent qualifiés de « banques parallèles » – échappent largement à la régulation. Dans son dernier rapport sur la stabilité des marchés financiers (juin 2025), la Banque nationale suisse (BNS) a souligné les effets de contagion possibles liés aux interdépendances transfrontalières entre les banques parallèles et le secteur bancaire réglementé.

## Secteurs non financiers

**Sidérurgie** : La proposition de la Commission européenne d'imposer, à partir de juillet 2026, des droits de douane de 50 % sur les importations d'acier au-delà d'un quota annuel de 18,3 M de tonnes suscite une vive inquiétude en Suisse. L'objectif de Bruxelles est de protéger davantage l'industrie sidérurgique européenne fragilisée par la surproduction mondiale, notamment chinoise, alors que le taux des droits est actuellement de 25 % au-delà de 34,5 M de tonnes importées. Ces nouvelles mesures risqueraient cependant d'avoir de lourdes conséquences pour les producteurs helvétiques, qui disposent jusqu'ici de quotas spécifiques ; mais contrairement à la Norvège, à l'Islande et au Liechtenstein, dispensée grâce à leur appartenance à l'Espace économique européen, la Suisse ne serait pas exemptée du nouveau dispositif, à ce stade. Sans quotas spécifiques, les exportations helvétiques deviendraient économiquement impossibles, les droits de douane (même de 25 %) constituant une barrière quasi infranchissable selon les faïtières du secteur, Swissmem et metal.suisse, qui mettent en garde contre un risque de désindustrialisation : la disparition des contingents pourrait mener à la fermeture d'usines et à la fin de la production et du recyclage d'acier

en Suisse, un domaine essentiel pour la transition énergétique et les objectifs de décarbonation de la Confédération. Le Conseil fédéral tentera de négocier une exception ou un quota adapté auprès de l'UE et de l'OMC.

**Spatial** : Le Conseil fédéral a présenté la « Conception générale Espace orbital, » un document stratégique définissant les capacités que l'Armée suisse souhaite développer dans le domaine spatial d'ici le milieu des années 2030. Cette initiative vise à renforcer la défense nationale, à réduire la dépendance envers les fournisseurs étrangers et à mieux exploiter les technologies satellitaires essentielles à la sécurité du pays. Pour concrétiser cette vision, le Conseil fédéral a décidé la création d'un Centre de compétences Espace au 1<sup>er</sup> janvier 2026, rattaché aux Forces aériennes, en collaboration avec armasuisse, swisstopo et d'autres offices fédéraux, ainsi qu'avec des partenaires académiques et industriels. La mise en œuvre s'étalera sur une douzaine d'années, pour un budget global d'environ 850 M CHF.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : [berne@dgtresor.gouv.fr](mailto:berne@dgtresor.gouv.fr)

*Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*

*Crédits visuels : Pixabay*